

PÉTITION

Adoption d'une politique alimentaire québécoise et d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation

- CONSIDÉRANT l'insécurité alimentaire au Canada : 1 million d'enfants, plus de 115 000 ménages de personnes âgées, 55 % des bénéficiaires de l'aide sociale;
- CONSIDÉRANT QU'il manque 5 200 \$ au budget annuel d'une famille de trois personnes vivant de l'aide sociale pour couvrir ses besoins de base;
- CONSIDÉRANT QUE 10,6 % de la population québécoise ayant eu recours aux banques alimentaires en 2016 occupait un emploi;
- CONSIDÉRANT QU'en 10 ans l'indice du prix des aliments a augmenté de 26 % contre 14 % pour les biens et services;
- CONSIDÉRANT QUE 500 multinationales contrôlent 70 % des affaires alimentaires mondiales;
- CONSIDÉRANT QU'au Canada 50 % de l'apport énergétique alimentaire provient d'aliments ultra-transformés;
- CONSIDÉRANT QUE le taux canadien de surpoids et d'obésité (62,1 %) engendre 4,6 à 7 milliards \$ par année en soins de santé;
- CONSIDÉRANT QUE se nourrir est essentiel, comme respirer et boire;

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec d'exercer son leadership sur cette question par :

- l'adoption d'une politique alimentaire québécoise engageant l'ensemble des ministères et l'adoption d'une loi-cadre sur le droit à l'alimentation;
- la fixation du prix d'un panier d'aliments de base;
- l'accessibilité à des marchés de proximité, des jardins, des locaux de cuisine municipaux et des territoires de cueillette, chasse et pêche;
- le financement accru des organismes communautaires en alimentation;
- une offre d'aliments sains dans les établissements publics;
- la taxation accrue des boissons sucrées et aliments ultra-transformés;
- la réintroduction des cours de cuisine dans les programmes éducatifs.

Prénom, NOM	Adresse complète	Signature